

THÉORIE DE L'EFFONDREMENT : « LE SYSTÈME ACTUEL DE REPRÉSENTATION DÉMOCRATIQUE OPÈRE UN RÉTRÉCISSEMENT DE LA PENSÉE » – ENTRETIEN AVEC CORINNE MOREL DARLEUX

Par Pierre Gilbert - 14 novembre 2018

Paru sur <https://lvsl.fr/entretien-avec-corinne-morel-darleux>



Corinne Morel Darleux est conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes pour le Parti de gauche. Elle écrit tous les mois pour Reporterre, divers blogs et tient une chronique mensuelle à Là-bas si j'y suis. Elle est notamment l'auteur de *L'écologie, un combat pour l'émancipation* (Bruno Leprince, 2009) et a coordonné la rédaction du manifeste des 18 thèses pour l'écosocialisme qui marque l'apparition du terme écosocialisme en France. Elle fait partie de ces nouveaux penseurs de l'écologie politique et c'est à ce titre que nous avons voulu l'interroger.

LVSL – On voulait revenir sur l'article que vous avez écrit pour Reporterre, qui a été publié le 19 juillet et qui est intitulé « face à l'effondrement formons des alliances terrestres » où vous évoquiez votre rapprochement avec la collapsologie. C'est une théorie qui avait plutôt le vent en poupe, notamment dans les milieux libertaires et les milieux écologistes. En ce qui vous concerne, vous citez Asimov et semblez évoquer la justesse ontologique du personnage-clé de la saga Fondation, Hari Seldon, qui consiste à tout faire pour réduire la période de transition post-effondrement, caractérisée par le chaos. Cependant, vouloir relativiser l'impact de l'effondrement ce n'est pas d'une certaine façon l'accepter ? Et est-ce qu'on peut moralement

accepter la fatalité du dépérissement d'une partie de la population, quand on est responsable politique ?

Corinne Morel Darleux – J'ai toujours pensé que quand on était dans une situation trop compliquée pour l'évaluer finement et savoir comment il convient d'en parler, le plus simple était de dire les choses avec honnêteté. Je ne sais pas si on va vers un « collapse », c'est-à-dire un effondrement systémique, global, de la civilisation humaine à l'échelle mondiale. En revanche, on l'a souvent dit, mais cette fois je crois qu'on y est : le monde tel que nous le connaissons est en train de foutre le camp. Pardon de l'expression, mais c'est la plus illustrée qui me vient à l'esprit. Je parle du climat, de la raréfaction des ressources naturelles, de la destruction des écosystèmes et du rythme effarant d'extinction des espèces, naturellement, mais pas seulement : le système de croyances sur lequel s'appuie notre société est lui aussi en train de s'effondrer. La croissance n'apporte plus la prospérité, les forces de l'ordre ne sont plus gage de sécurité. Il va bientôt falloir plus d'énergie pour extraire un baril d'hydrocarbures que d'énergie produite par ce même baril. L'Union européenne qui devait nous protéger ne le fait de toute évidence pas. L'impôt est détourné des services publics et du patrimoine de ceux qui n'en ont pas. On ne croit plus les informations qu'on lit sur les réseaux et même Le Gorafi ne trouve plus les mots. Les écrans sont omniprésents et refaçonnent le « vivre ensemble ». L'égalité se heurte aux délits de faciès. La solidarité devient un délit. Les élus représentants du peuple se font agents des lobbies. Bref : la solidarité, le progrès, la démocratie apparaissent aujourd'hui à la plupart des gens comme autant de mythes dont la valeur est en train de dévisser.

Simultanément, d'autres ontologies, d'autres visions et manières d'être au monde, émergent ou réapparaissent : des mouvements, groupes, médias et réseaux alternatifs ; des ZAD au Rojava, dans les squats et les réseaux d'entraide, mais aussi dans les mouvements climat et les milieux universitaires, on réinvente l'autogestion, l'action directe ou le municipalisme libertaire. Un peu partout, des gens réfléchissent et expérimentent le dépassement du dualisme nature-culture, du capitalisme, de la foi en la technologie et du progrès infini qui ont jusqu'ici conditionné une grande partie de notre civilisation dite « thermo-industrielle ». On assiste il me semble à ce qui pourrait bien être un regain de l'anarchisme et au retour d'intellectuels, d'artistes, de scientifiques et d'universitaires engagés.

LVSL – Ce que vous dites est assez contre-intuitif, on a plutôt l'impression que les choses ne bougent pas beaucoup. Quelles sont vos sources, où allez-vous chercher ces signaux faibles ?

CMD – Je n'ai pas besoin d'aller très loin en réalité. Juste de garder les yeux ouverts. Je me suis intéressée par exemple cet été aux travaux d'un explorateur contemporain, Christian Clot, qui vient de publier un bouquin sur la première étape de son projet. Il a passé 4 fois un mois dans les milieux les plus extrêmes de la planète (plus chauds, plus froids, plus secs, plus humides...) avec une équipe de scientifiques. Ils ont évalué les modifications physiologiques et les capacités, à la fois du corps humain et du cerveau, à s'adapter à des conditions climatiques extrêmes et très variables. Voilà par exemple le type de travaux utiles sur lesquels se pencher pour anticiper des conditions de vie sur terre qui ne seront plus du tout les mêmes.

Je suis avec beaucoup d'intérêt ce qui se passe du côté de Bizi, Alternatiba et Attac, qui sont en pleine mutation il me semble. Cela indique qu'il se passe des choses du côté de cette fameuse « société civile » dont on désespérait de comprendre un jour qui elle désigne. Je ressens aussi pas mal de complicité intellectuelle avec des gens comme Pablo Servigne, Nico Haeringer de 350.org ou François Ruffin. En fait c'est assez éclectique : je suis avec beaucoup de curiosité ce qui se passe du côté de Lundi matin, des réseaux de luttes des ZAD aux migrants ou de certaines maisons d'édition. Je m'informe auprès de Reporterre ou Mediapart. Sur le terrain des idées et des entretiens je lis Ballast, Uzbek et Rica, l'excellente nouvelle revue Terrestres. J'essaie de garder le fil de ce que racontent Damasio ou Lordon, je me suis remise à lire en anglais pour The Guardian notamment. Et je n'oublie pas de discuter de tout ça avec mes amis peu politisés ou mes voisins de ruralité. Voilà, ce n'est pas exhaustif ni systématique, sinon il me faudrait un plein temps et deux vies : pour ça Internet et son pouvoir de propagation sont autant un bienfait qu'une malédiction !

LVSL – Et tout ça vous dit que ça bouge, réellement ? N'est-ce pas un effet d'optique ?

CMD – Je n'en sais rien, c'est difficile d'embrasser tout le paysage pour pouvoir l'affirmer, mais il se passe des choses, c'est indéniable : des percussions certes marginales, mais fondamentales. C'est le cas en France, mais aussi en Allemagne avec le blocage de cette mine de charbon, aux États-Unis autour de 350 et de Bill Mc Kibben ou Naomi Klein, en Angleterre comme en témoigne l'opération de désobéissance civile de masse « Extinction Rebellion » lancée ce mois-ci à Londres avec le soutien de nombreux académiques, de la jeune Suédoise Greta Thunberg ou du journaliste du Guardian George Monbiot, et 500 activistes formés et prêts à aller en prison : ce n'est pas rien.

LVSL – Est-ce que voir toute cette activité vous rend plus optimiste vis-à-vis d'un possible « effondrement » ?

CMD – Je ne dirais pas ça ! Mais peu importe : il ne s'agit pas ici d'optimisme ou d'espoir, mais de lucidité. Ces éléments forgent une conscience éclairée et viennent bousculer pas mal d'habitudes, dans la pratique comme dans le discours politique : celle par exemple de parler d'un « peuple » qui en réalité n'est pas constitué, ou de « transition écologique » alors que c'est une véritable révolution qu'il faudrait. De même que je me refuse à induire l'idée qu'on pourrait encore rester sous les fameux +1,5°C ou changer le système par une stratégie de conquête du pouvoir ou de révolution citoyenne. Soyons clairs, je ne dénigre pas celles et ceux qui continuent ce combat : je l'ai porté, j'ai défendu ces positions et j'y ai cru sincèrement. Mais il me semble aujourd'hui que ce système électoral est faussé, plus ou moins gangrené selon les pays, manipulé par les réseaux sociaux, les médias ou les lobbies – et même désormais la justice : regardez le « lawfare » au Brésil, où le juge Moro, celui qui a organisé l'empêchement de Lula, est désormais Ministre de Bolsonaro ! J'espère sincèrement me tromper, mais partout c'est de plus en plus clair, il me semble : ils ne nous laisseront jamais gagner.

Et quand bien même ce serait le cas, serions-nous préservés de l'attrait de la monarchie présidentielle ? Saurions-nous sortir des griffes des traités européens, éviter la faillite morale et politique qu'a connue Tsipras en Grèce ? Contourner les médias d'actionnaires ? Eviter les

coups de corne des lobbies planétaires ? Mettre en place une fiscalité révolutionnaire et sortir du capitalisme tout en conservant notre capacité à financer les investissements nécessaires ? J'en suis moins certaine aujourd'hui. Peu importe mes doutes, vous allez me dire, et c'est vrai : ça vaudrait le coup d'essayer, c'est certain... Si on en avait le temps. Or je me sens de plus en plus inconséquente – mais une fois encore, c'est très personnel – à dire à la fois que la situation est grave et la riposte urgente, et « en même temps » à jouer le jeu lent et pipé du changement par les élections.

Enfin, il faut dire une chose clairement, du moins en être conscient : le processus électoral nous coupe les ailes. Certes, une campagne est un accélérateur de conscience. Mais je doute, après en avoir vécu sept, que cette conscience fraîchement acquise, principalement à l'occasion du spectacle qu'est la présidentielle, soit toujours durable. Elle touche moins massivement et rapidement les consciences en tout cas que le rythme et l'ampleur auxquelles les conditions matérielles d'existence les étouffent. Autre point rarement évoqué et pourtant crucial : le système de désignation de candidats, quel qu'il soit, provoque des dégâts énormes, détourne les énergies et exacerbe la compétition interne. La recherche de suffrages mobilise une énergie folle, or je voudrais rappeler que le mythe réconfortant de David contre Goliath sort de la Bible... Tout ça nous coûte extrêmement cher en fraternité humaine et en temps. Et puis insidieusement, pour gagner des voix, la tactique prend le pas sur le projet, l'élargissement des bases électorales nécessite de « s'allier » ou de « fédérer » plus largement. Et tout le monde a bien compris qu'on ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens.

Bref, je ne suis pas loin de reprendre à mon compte le cri libertaire d'« élections, piège à cons » . Je vais continuer à militer, et à voter, mais je veux attirer l'attention sur le fait que tout miser sur les élections c'est autant de forces que nous ne mettons pas à changer radicalement les choses ici et maintenant. Je ne jette pas la pierre à ceux qui s'y consacrent, mais pour moi aujourd'hui ce n'est plus la priorité où placer mes énergies, je n'en ai plus envie et je crois réellement que nous n'avons plus le temps.

LVSL – Mais alors si le système électoral est pipé et trop lent face à l'urgence, il faudrait arrêter de militer au sein des partis selon vous ?

CMD – Pas du tout. Mais il faut le faire lucidement, là où on se sent accueilli, nourri et surtout utile, avec une discipline personnelle qui pour moi consiste à se réinterroger régulièrement pour vérifier qu'on est toujours en phase et qu'on y prend toujours du plaisir, car c'est déjà suffisamment ingrat comme ça de militer en ce moment. Franchement, continuer à faire des choses juste par la force de l'inertie, parce que c'est ce qu'on a toujours fait, c'est la mort. Et puis parfois, faire un pas de côté est le meilleur moyen de ne pas se décourager.

Ce que je veux dire c'est simplement qu'il faut garder les yeux ouverts sur les mutations du monde actuel, les signaux faibles qui nous parviennent du futur, les tectoniques de la société, même dans les interstices, car c'est parfois des marges que viennent les changements les plus profonds. Ne pas regarder tout ça avec beaucoup d'attention et de sérieux, c'est se mettre hors-jeu, et faire de la politique hors-sol. Je ne dis pas que les thématiques « classiques » sociales ne devraient plus requérir notre énergie militante bien sûr. Tout au contraire, et c'est d'ailleurs tout l'objet de l'écosocialisme de faire ce lien entre exploitation sociale et

destruction des écosystèmes, de montrer que les deux relèvent des mêmes mécanismes de prédation capitaliste. En sorte que la réponse doit donc être elle aussi systémique – et anticapitaliste. La validité de l'écosocialisme est renforcée aujourd'hui par les questions climatiques qui heurtent de plein fouet les inégalités sociales et les rendent plus critiques que jamais.

LVSL – En quoi « l'effondrement » vient-il valider l'importance d'une justice sociale ?

CMD – Non seulement les plus pauvres sont les premiers à prendre de plein fouet les aléas climatiques qui se multiplient et gagnent en intensité. Mais surtout, on risque fort au fur et à mesure de l'aggravation des pénuries d'aller non pas vers un effondrement global, mais vers une société à deux vitesses. C'est une hypothèse probable : l'effondrement n'est pas à l'abri de la lutte des classes, et je doute fort que tout le monde, à la surface de la Terre, soit touché de la même manière. Naomi Klein a dit dans une conférence à laquelle j'assistais que le climat était la traduction atmosphérique de la lutte des classes, j'adhère totalement à cette jolie formulation.

On ne peut pas dissocier les deux. Une étude financée par la NASA est revenue il y a 4 ans sur les différents effondrements qui ont déjà eu lieu par le passé. Elle pointe le fait que de manière systématique dans l'histoire, les sociétés « craquent » au moment où deux critères sont réunis : le premier, c'est la surexploitation des ressources naturelles et le deuxième, c'est l'explosion des inégalités sociales. Ce que confirme la collapsologie (l'examen transversal pluridisciplinaire de différents aspects annonciateurs d'un effondrement civilisationnel), en d'autres termes, c'est qu'on est arrivé au moment où ces deux ingrédients sont réunis. Or ces derniers nous intéressent directement : ce sont quand même les deux piliers de nos combats politiques sur le terrain. Il faut l'entendre et commencer à se préparer à la possibilité de cet effondrement. Donc pour moi, si on ne se laisse pas littéralement affecter par la possibilité de l'effondrement, en tant que responsables politiques, en tant que militants et même en tant que citoyens, on est hors-sol par rapport à la manière dont le monde est en train d'évoluer autour de nous.

Donc, il ne s'agit pas d'abandonner ce terrain, moins que jamais ! Je dis juste : attention, le monde est en train de changer, à une vitesse stupéfiante et nous devons d'urgence accepter de questionner nos certitudes et nos habitudes, d'ouvrir notre pensée à ce qui se passe dehors et adapter nos pratiques politiques en conséquence, sous peine sinon d'être fossilisés.

LVSL – « Ouvrir notre pensée », dans un monde où on a le sentiment de courir en permanence et de manquer de temps, comment fait-on ?

CMD – Sans doute faudrait-il trouver le moyen de davantage déconnecter le fait de militer, ce qui inclut pour moi le fait de s'activer sur le terrain, mais aussi de prendre le temps de nourrir sa pensée, de l'injonction permanente de commenter l'actualité, avec des sujets « importants » qui changent chaque jour, l'obligation de se « faire un nom » et de rechercher la visibilité, objectifs qui ne sont certes pas condamnables en soi, mais qui sont de plus en plus pollués par la prime à la polémique et à l'agressivité, que ce soit sur les plateaux télévisés ou les réseaux sociaux. Peut-être faudrait-il aussi inventer d'autres stratégies d'impact que la

recherche d'effets de masse lors de manifestations ou de marches. Enfin, je ne dois pas être la seule à être exaspérée de devoir toujours demander : à Emmanuel Macron, à Laurent Wauquiez, à la SNCF, au Préfet, aux députés ou à je ne sais qui, de faire ceci ou au contraire de ne pas faire cela...

En fait j'ai le sentiment que tout le système actuel de « représentation démocratique », basé sur les élections, opère un rétrécissement de la pensée, réduit trop souvent l'action au fait de pétitionner ou de réclamer, et piège l'activité politique dans le tunnel du temps court. C'est une défaite à la fois intellectuelle et militante, et pour moi un constat d'échec. J'ai essayé, pendant dix ans. Aujourd'hui je ne crois plus au fait qu'on puisse réinventer ce système politique suffisamment, assez rapidement, et encore moins avec les mêmes gens. Mais il existe plein d'autres manières de militer, et heureusement ! Depuis trois ans j'ai fait pas mal de pas de côté, je suis allée musarder ailleurs, j'ai beaucoup lu, écouté, observé et débattu. Il reste, je crois, des modes d'action et de pensée politique à (ré)inventer.

LVSL – Quels sont selon vous les objectifs prioritaires du militantisme politique dans ce contexte difficile que vous décrivez ?

CMD – Aujourd'hui, de mon point de vue – qui peut encore évoluer – ressortent deux grandes priorités : un, préserver ce qui peut et doit l'être de notre civilisation, de l'anthropocène, ou capitalocène si vous préférez. Deux, anticiper et préparer le monde d'après.

Sur le premier point, on a le constat de ce qui ne va pas, si on rassemble l'apport des mouvements anticapitalistes et de l'écologie politique depuis les années 70, on peut probablement dire qu'on en maîtrise à peu près l'analyse et les mesures qu'il faudrait mettre en œuvre, même si ce serait à actualiser au vu des effondrements multiples qui s'opèrent et provoquent des mutations rapides. Mais globalement les racines du système restent inchangées – pour l'instant – et on en a quand même discuté un nombre incalculable de fois ; ce n'est pas ce qui m'inquiète le plus. Je me trompe peut-être, mais il me semble que si la question était correctement posée, les gens sauraient assez bien identifier ce qu'ils veulent sauver dans cette société – pour peu que la publicité et les médias leur laissent un peu de « temps de cerveau disponible » pour ça. Ce ne serait pas simple, mais disons que c'est à peu près clair.

Sur le second point en revanche, on est dans l'angle mort. C'est d'ailleurs assez déconcertant. À moins que ça m'ait échappé, aujourd'hui il n'y a guère qu'en politique qu'on ne fait pas de prospective. Les compagnies d'assurance ont des postes dédiés à cette tâche précise qui consiste à explorer ce qui s'écrit, se dit, émerge tout autour du globe et à y détecter les signaux faibles du futur. Les multinationales font des plans, l'armée, la NASA également. Nous on court derrière Macron. Bien sûr, je force un peu le trait, mais malheureusement pas tant que ça en réalité. J'ai le sentiment que le temps du débat d'idées, de la réflexion intellectuelle, de la lecture de documents de fond se perd. Ce n'est pas spécifique à la politique, et il y a certainement des raisons exogènes à ça, à commencer par la manière dont les téléphones multi-fonctions accaparent notre attention et diminuent notre capacité de concentration. Mais c'est un fait : beaucoup de politiques ne lisent pratiquement plus que des messages de 140 caractères.

Il y a pourtant beaucoup d'enseignements et de sources d'inspiration, de réflexion, à puiser dans la lecture. Et je ne parle pas uniquement des essais de sociologie, mais aussi des fictions ou de la philosophie. Ainsi du « catastrophisme éclairé » du philosophe Jean-Pierre Dupuy, qui défend la thèse selon laquelle tant que la catastrophe est possible, mais pas certaine, les êtres humains trouveront toujours plein de bonnes raisons pour ne pas agir, notamment en exagérant la possibilité des solutions techniques ou de géo-ingénierie par exemple. C'est une manière de mettre la poussière sous le tapis. Ce que professe Dupuy, c'est, à l'inverse, de partir du postulat que la catastrophe est inéluctable et de la regarder en face pour justement se remettre en capacité d'agir. C'est totalement contre-intuitif, mais précisément je trouve que c'est une réflexion très inspirante. Cela rejoint la réflexion d'Isaac Asimov dans la trilogie de science-fiction « Fondation ». Évidemment il ne s'agit pas de plaquer un récit sur le réel, nous ne sommes pas dans un empire galactique et nous ne disposons pas de psycho-historien comme Hari Seldon, mais ça vaut le coup de s'attarder deux secondes sur l'idée qui y est développée : plutôt que de mettre toute notre énergie à éviter une catastrophe qui est inévitable, attelons-nous à préparer l'après, à faire en sorte que la période de chaos ne dure pas trop longtemps, soit la moins inégalitaire possible, et qu'elle puisse ouvrir d'autres horizons possibles... ça me semble intéressant.

LVSL – « Intéressant » certes, mais aussi potentiellement démobilisateur si on considère que la catastrophe ne peut pas être évitée, non ? Dans le cas du climat, ça voudrait dire qu'on arrête les efforts pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre...

CMD – Oui, et c'est pourquoi je n'en fais pas une bannière. Même si je pense que la bataille du +1,5°C – et probablement du +2°C – est perdue, je persiste à penser qu'il faut continuer à mener une lutte de tous les instants sur le volet « atténuation », c'est-à-dire pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. On estime du côté de la communauté scientifique que même si tous les engagements pris à la Cop 21 étaient respectés on irait vers une hausse des températures comprise entre 3,2 et 4 degrés. Or on sait que ces engagements ne sont pas tenus. En 2017 il y a eu une augmentation de 3 % des émissions de gaz à effet de serre en France alors qu'elle devrait les réduire de 2,2 % par an ! Mais une fois qu'on a dit ça on n'a rien conclu : selon que l'on sera à +2, +3 ou +4 degrés, l'impact sera drastiquement différent et chaque augmentation sera pire que la précédente, à cause des phénomènes d'emballement, des seuils de rupture qui font que le réchauffement n'est pas un phénomène linéaire, mais une courbe qui peut basculer dans l'exponentiel. Je prends souvent l'exemple de la fonte du permafrost, ce sol qui est gelé toute l'année dans certaines parties du globe. Il fond, et en fondant il libère du méthane, qui est un gaz à effet de serre très puissant, ce qui aggrave le dérèglement climatique, ce qui entraîne une augmentation du dégel du permafrost, etc. La hausse de la courbe des températures ne va pas être linéaire. Il va donc falloir aller sauver chaque dixième de degré, et ce, pas en 2020 ou en 2050, mais dès maintenant : on en est déjà, sur cette échelle, à +1,1°C.

Mais il faut aussi réfléchir à l'après, au volet « adaptation » : des choses sont en train de changer de manière irrémédiable, d'autres vont l'être et doivent être anticipées. La hausse du niveau des mers, la multiplication des épisodes de sécheresse, le changement local de climat, de végétation, l'extinction de certaines espèces, l'augmentation des risques de conflit armé et

la rareté de certaines ressources naturelles qui viennent à épuisement : la question n'est pas de savoir si on a envie que ça arrive ou non. On a laissé passer la période historique durant laquelle on pouvait encore se payer le luxe de poser cette question et d'y répondre par des actes politiques forts. Désormais, on y est. Et on commence à constater que tous ces effondrements sont plus violents pour les plus fragiles : les petits, les minorités, les précaires.

C'est aussi une des choses sur lesquelles la fiction, les dystopies plus précisément, attirent notre attention : de Rollerball aux Fils de l'homme, c'est le risque de cette société à deux vitesses dont on parlait tout à l'heure. Un monde futur dans lequel ce qu'il reste de ressources, de pétrole, d'air, d'eau, de végétation est concentré entre les mains de quelques privilégiés pendant que la masse essaye de survivre avec trois fois rien. Ça vaut le coup de s'y attarder ! C'est d'ailleurs aussi ce que décrit Bruno Latour dans son livre « Où atterrir » : ce sont bien des riches qui sont en train de faire sécession et de se mettre à l'abri. Eux anticipent et font de la prospective...

Ensuite, de la même manière que je suis lasse de voir s'écharper les adeptes du petit geste individuel (qui malgré ses limites reste un premier pas nécessaire : personne ne passe directement de la prise de conscience devant sa télé au sabotage d'un chantier, ce n'est pas vrai) et les purs et durs de l'anticapitalisme (agréablement vertébrés, mais souvent surplombants et pas toujours les plus efficaces), ou encore les localistes et les jacobins, il faut dire que les efforts menés pour l'atténuation et l'adaptation ne s'opposent pas, ni ne se neutralisent. Les mesures qui vont dans le sens de la relocalisation, de l'autonomie alimentaire dans les territoires, de mobilité sans pétrole, d'économies d'énergie, de réappropriation des savoirs manuels, le fameux DIY (do it yourself) ou la démocratie directe : tout ça vaut dans tous les cas, que l'effondrement arrive ou pas. Finalement on peut presque renouveler le Pari de Pascal – laïque celui-là – : dans tous les cas de figure, on aura contribué à une société plus juste, plus épanouissante et dans laquelle il fait mieux vivre.

En tout cas pour ce qui me concerne, je pense vraiment de plus en plus qu'il faut soit arrêter de dire qu'il y a urgence, soit accepter qu'il n'y a pas une solution unique, qu'il n'y a pas de baguette magique et qu'en réalité personne ne sait à 100 % ce qu'il convient de faire tant la situation s'annonce inédite. Dès lors, toutes les alternatives qui sont en train de se construire, les changements de comportements individuels comme celles qui relèvent d'organisations collectives, qu'elles se conduisent à l'échelle locale, communale ou étatique, ne peuvent être balayées du revers de la manche – à partir du moment où elles sont sincères et dignes. C'est-à-dire à partir du moment où on n'utilise pas la question de l'effondrement, de la démocratie ou du climat, pour servir des intérêts économiques, d'ego ou électoraux. Pour moi aujourd'hui les vrais coupables à pointer du doigt c'est ceux qui savent, qui pourraient changer les choses, et ne le font pas de manière délibérée. Ça laisse largement le choix de ses cibles, et la marge pour ne pas se tromper d'ennemi.

Enfin, tout ce qu'on fait aujourd'hui en termes de militantisme, d'organisation collective, c'est autant de réseaux d'entraide et de solidarité de gagnés pour demain, car je ne crois pas à l'émergence de coopérations spontanées au plus fort de la crise, et qui plus est d'une crise durable, faite de pénuries et de privations. C'est aujourd'hui qu'il faut construire ces liens.

LVSL – Dans les scenarii qui sont mis en avant il y a aussi ces possibilités-là. Pour revenir à la fiction, vous avez d'autres exemples de la manière dont elle peut nous aider ?

CMD – Oui, personnellement cela fait 2 ou 3 ans que j'y ai de plus en plus recours, que ce soit dans mes conférences ou à travers des chroniques de l'effondrement ; je me réfère à des dystopies, des romans d'anticipation ou des films, et des histoires post-apocalyptiques il y en a eu beaucoup depuis les années 50 ! Je le fais pour plusieurs raisons. D'abord pour accrocher l'attention et être audible, il est bon de temps en temps de sortir des grands discours théoriques et de se référer à de la culture populaire. Quand on parle de Mad Max ou de Matrix, il y a des gens auxquels ça parle beaucoup plus que de parler d'écosocialisme et de théorie critique du marxisme.

L'autre chose, et je rejoins l'auteur de SF Alain Damasio sur cette question, c'est que la fiction opère comme des lunettes du réel. Elle permet de mettre à juste distance pour mieux appréhender des sujets qui sont peut-être trop durs à regarder quand ils se situent dans le réel, trop proches et trop effrayants comme le sont les épisodes climatiques extrêmes – a fortiori la perspective de l'effondrement. Paradoxalement, la fiction met à distance, mais elle porte aussi une dose d'affect qui n'est pas la même que dans le réel, et qu'on ne trouve pas dans les essais ou les rapports scientifiques. Il y a un récit, une intrigue, des personnages, des émotions, qui permettent de faire appel pas uniquement à l'aspect rationnel du cerveau, mais aussi d'incarner des idées et à tout un chacun de s'y projeter plus facilement. Pour toutes ces raisons, la fiction est un médiateur assez intéressant par rapport à ce discours très anxiogène du changement climatique et de l'effondrement. Cela permet enfin de renouveler un discours politique qui manque d'originalité et a fait son temps. Ce n'est finalement rien d'autre que du « soft power » appliqué à l'intérêt général, une bataille culturelle pour repolitiser l'imaginaire et en changer les référents...

LVSL – Restons sur cette idée d'« imaginaire ». Qu'apporte-t-il à ce que vous aviez déjà produit dans le cadre des 18 thèses pour l'écosocialisme publiées en 2013 ? Avez-vous pensé de nouveaux concepts pour l'écosocialisme depuis ?

CMD – L'écosocialisme reste un invariant, mais il a besoin de s'appuyer de nouveaux référents. Ceux qui conditionnent notre manière même de penser et d'être au monde sont aujourd'hui largement corsetés par l'injonction productiviste et consumériste. On est sans cesse bombardés de publicité, d'effets de mode, d'impératif de « réussite ». Comme si les normes sociales n'étaient pas assez pesantes. L'ère numérique et l'arrivée des réseaux sociaux ont développé une nouvelle uniformisation des désirs et des plaisirs. Je ne développerai pas, je suis déjà très longue... Toujours est-il qu'on a besoin, comme le disait Serge Latouche, de « décoloniser » notre imaginaire, ce qui implique d'abord de « désapprendre », se désaccoutumer de ces drogues dures du système que sont les énergies fossiles, le TINA (there is no alternative) ou la rentabilité du capital. Il s'agit de déconstruire notre système de pensée à la manière du pas de côté que font les personnages de l'An 01 de Gédéon (« on arrête tout, on réfléchit, et ce n'est pas triste »). C'est une étape nécessaire pour se dessiller le regard et ainsi pouvoir, dans un second temps, reconstruire, avec de nouveaux mots, de nouveaux récits et figures, une vision plus adaptée au monde réel, et surtout au monde d'après tel qu'on aimerait le voir advenir.

Walter Benjamin faisait remarquer que déclin ne veut pas dire disparition. De même l'effondrement peut être une métamorphose. C'est une lecture – encore – qui m'a fait appréhender réellement cette possibilité : Dans la Forêt, de Jean Hegland. Je conseille à tous vos lecteurs de la lire...

LVSL – D'autres notions pour enrichir l'écosocialisme ?

CMD – Dans la série des petites lumières qui éclairent le chemin, j'ai été très inspirée par la thématique de « survivance des lucioles », du titre d'un livre de George Didi-Huberman qui revient sur un texte de Pier Paolo Pasolini. Plus précisément deux textes : le premier parlait de lucioles de manière joyeuse et optimiste, le deuxième, des années plus tard, au ton fataliste et défaitiste soulignait la mort de ces mêmes lucioles, avec évidemment des parallèles politiques très forts. Moi-même je ne sais pas à quel moment de la vie de Pasolini je me situe par rapport à ces lucioles. Mais voilà, on a besoin de ces petits repères lumineux dans la nuit qui s'avance, et il me semble qu'il y a des notions, des idées, des concepts très inspirants qui peuvent aussi donner la force et l'espoir de s'engager sur ce chemin, pas forcément à reculons, mais de manière plus volontariste et apaisée. Walter Benjamin, encore, parlait d' « organiser le pessimisme ». J'aime bien cette idée.

Je travaille aussi à un projet de livre sur le « refus de parvenir ». J'y parle d'un homme, le navigateur Bernard Moitessier. Il y a bientôt 50 ans, lorsqu'il était en passe de remporter la première course autour du monde en voilier, en solitaire, sans escale, et sans assistance extérieure, Moitessier refuse, à la surprise générale, de remonter vers la vieille Europe et son monde d'argent consumériste avec lequel il avait beaucoup de mal. Ce jour-là, il a catapulté avec son lance-pierres, sur le pont d'un cargo pétrolier, un message qui disait qu'il ne rentrait pas, car il était heureux en mer et peut-être, écrivait-il, pour sauver son âme. Il y a, autour de cette notion de refus de parvenir, des choses tout à fait subversives et un fil intéressant à tirer. C'est ce que je m'emploie à faire. Je tourne aussi beaucoup autour d'une formule que j'ai relevée cet été dans le manifeste politique de l'association Bizi, intitulé « Burujabe » – du basque Buru (tête, personnalité) et Jabe (maître, propriétaire). Bizi y parle de « cesser de nuire », c'est-à-dire de ne pas piétiner les conditions de vie des autres, de vivre à la hauteur de la capacité écologique, de cesser d'importer des matières pillées ou d'exporter nos déchets... Cette idée, tout comme le « refus de parvenir », s'inscrivent dans la lignée de la critique de la rivalité ostentatoire théorisée par l'économiste Thorstein Veblen par exemple. Mais elles permettent aussi d'hybrider dans mon esprit des réflexes de gauche anticapitaliste avec des notions d'inspiration plus libertaire, comme la « souveraineté individuelle » qui fait écho à la puissance d'agir de Spinoza, ou l'idée, sur laquelle je travaille beaucoup également en ce moment, de « dignité du présent ».

LVSL – « Dignité du présent »... C'est-à-dire ?

CMD – La dignité du présent, c'est ce à quoi on peut se raccrocher quand on sent qu'on est en train de perdre la course de vitesse contre l'effondrement et que nos victoires futures semblent de plus en plus hypothétiques. Elle consiste à cesser de penser qu'on n'agirait que pour gagner à la fin. C'est faux, si c'était le cas il n'y aurait plus un seul militant au NPA ou à la

CNT ! Dire ça, c'est oublier la beauté du geste, l'action désintéressée du « faire sans dire » et le pouvoir de l'éthique. Le fait même que nos victoires futures soient compromises justifie plus que jamais de ne pas y sacrifier la dignité du présent et de se souvenir que la fin ne justifie pas les moyens. Voilà ce qu'il me semble indispensable aujourd'hui d'ajouter au travail que nous avons produit sur l'écosocialisme, ces notions-là le complètent de deux dimensions jusqu'ici trop absentes de notre champ politique : la dimension libertaire et une forme de spiritualité ancrée, qui n'a rien à voir avec la religion, mais davantage avec une discipline personnelle, éthique et même esthétique.

Je crois sincèrement que ce sont des choses sur lesquelles il faut que l'on réfléchisse, notamment en politique. Cette cohérence entre l'objectif révolutionnaire et les moyens mis en œuvre pour y parvenir, qui doivent déjà refléter le monde d'après (la révolution) a été superbement formulée par Emma Goldman, une figure féministe américaine qui a beaucoup compté dans mon parcours. J'ai peur parfois que dans cette espèce de dévissage culturel généralisé, on en oublie parfois le minimum décent en termes de tenue et d'élégance. Comme il existe une éthique de la révolution, une esthétique du chaos en art, il faut avant toute autre chose nous munir d'une éthique de l'effondrement. Sinon nous reproduirons les mêmes erreurs et toutes les souffrances subies par les opprimés, passées et à venir, l'auront été en vain.

Retranscription réalisée par Laetitia Labille et Marie-France Arnal.